Alors que le conflit social sur les retraites n'est pas encore terminé et constituera, à bien des égards, une étape majeure dans l'affaiblissement de notre démocratie, le président de la République a décidé de s'attaquer à l'école. Après avoir enterré son engagement, plusieurs fois réitéré pendant la campagne présidentielle, d'une revalorisation inconditionnelle de 10%, Emmanuel Macron cherche à profiter du déclassement salarial qui frappe nos métiers pour transformer en profondeur le système éducatif en creusant toujours davantage les inégalités.

Pour la première fois, il fait reposer des dispositifs et des heures dues aux élèves sur le volontariat des personnels. Avec une grande perversité, il renvoie sur le niveau local les responsabilités des dysfonctionnements provoqués par ses choix politiques.

Loin de contribuer à la revalorisation attendue par toutes et tous, dont les personnels de catégorie C, les AESH et AED en sont exclu.es, le Pacte va conduire à un alourdissement de la charge de travail des personnels alors que les enquêtes montrent que la moitié des personnels est en état d'épuisement avancé. Dans le contexte de négociation des nouveaux plans d'action Égalité professionnelle dans notre ministère, où la demande sociale est forte, le Pacte porte le risque avéré d'aggraver les inégalités femmes/hommes. D'autre part, le Pacte va considérablement dégrader le fonctionnement des écoles et des EPLE et fragiliser les collectifs de travail par une mise en concurrence des personnels. Nos organisations contestent le choix du déploiement des réformes à coup de pactes au risque de traitements inéquitables des élèves dans le service public d'éducation. Cette stratégie est démultipliée pour le lycée professionnel où le Pacte est la courroie de transmission de la réforme de la voie professionnelle dont l'objectif, en adaptant l'offre de formation aux besoins de main-d'œuvre des entreprises locales, s'apparente à une privatisation. Face à ce projet rétrograde, nos organisations syndicales appellent l'ensemble des personnels à rester déterminé.es pour les mobilisations à venir.

Mais les attaques ne se limitent pas au collège ou au LP. C'est l'ensemble du système éducatif qui manque des moyens nécessaires pour fonctionner. Le plan de requalification de la filière administrative qui nous est proposé aujourd'hui n'est pas à la hauteur des enjeux. Il prévoit encore à l'horizon 2026 39% de personnels de catégorie C alors que la plupart des agents exercent des missions relevant des catégories B ou A.

De la même manière, face à une jeunesse très fragilisée, nous continuons donc de revendiquer un plan d'urgence pour renforcer ces équipes pluri-professionnelles en triplant notamment le nombre d'emplois infirmier·es et d'assistant·es de service social pour mener à bien leurs missions. Nous revendiquons également l'annulation de toutes les fermetures de classes.

Nous rappelons aujourd'hui que nos organisations refusent le Pacte et réclament dans l'immédiat le basculement de l'enveloppe du Pacte dans celle prévue pour le Socle. Nous revendiquons de véritables augmentations salariales en particulier par l'augmentation du point d'indice pour tous les personnels dans ce contexte de forte inflation. Nos organisations CGT Éduc'action, FSU, Unsa Éducation, FNEC-FP-FO, SGEN-CFDT, et SUD éducation appellent les personnels à se réunir pour réaffirmer les revendications et organiser des rassemblements, partout où c'est possible, devant les rectorats, les inspections académiques, le ministère de l'Éducation nationale, le mercredi 31 mai (jour du CSA ministériel). Avec les confédérations et organisations syndicales interprofessionnelles, elles appellent les personnels de l'Éducation nationale à être massivement en grève mardi 6 juin pour exiger l'abrogation de la loi sur les retraites !